

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par
la société « SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DES PRODUITS RÉFRACTAIRES » (SEPR)
situées sur le territoire de la commune du PONTET

Le préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, livre V, titre I et notamment l'article L. 171-8.
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration.
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Vu** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME.
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse.
- Vu** les actes préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR) des activités situées sur le territoire de la commune du PONTET, au 2539 route de Sorgues, dont, notamment les arrêtés préfectoraux complémentaires du 02 mai 2016 et du 22 février 2021.
- Vu** le plan de protection de l'atmosphère de Vaucluse, approuvé le 11 avril 2014 ;
- Vu** la visite de contrôle réalisée par l'inspection des installations classées le 10 juin 2021.
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 05 août 2021 adressé à Monsieur le préfet de Vaucluse, rapport qui relève l'inobservation de prescriptions environnementales de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02 mai 2016 précité, rapport transmis à l'exploitant par courrier du 05 août 2021 en application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement.
- Vu** les observations de l'exploitant transmises par courrier du 3 septembre 2021 ;

Considérant la mise en place du plan de protection de l'atmosphère susvisé, compte tenu de la situation dégradée de la qualité de l'air au niveau de l'agglomération d'Avignon vis à vis de plusieurs polluants, dont les oxydes d'azote (NOx), les particules fines (PM 10 et PM 2,5) et l'ozone ;

Considérant que le site du Pontet de la société SEPR est le second plus important émetteur industriel de NOx au niveau du Vaucluse, avec 126 tonnes d'émissions déclarées pour l'année 2019 et 132 tonnes pour l'année 2020 ;

Considérant que les NOx sont des précurseurs d'ozone et de particules fines ;

Considérant que la qualité de l'air au niveau de l'agglomération d'Avignon reste dégradée, comme en témoignent les pics de pollution à l'ozone observés le 22 juillet 2021, du 14 au 16 juin 2021, du 30 au 31 juillet 2020 et du 9 au 10 juillet 2020 ou les pics de pollution en particules fines (PM 10) observés le 4 mars 2021 et le 12 janvier 2020 ;

Considérant que l'article 3.2.3.1 de l'arrêté complémentaire du 02 mai 2016 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 susvisé, impose une valeur limite d'émission de 500 mg/Nm³ pour les rejets atmosphériques en oxyde d'azote (NOx) des fours 24 et 52 et de 5 mg/Nm³ et 5 g/h pour les rejets atmosphériques en fluorure d'hydrogène (HF) du four 3X.

Considérant les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 24 blanc en production 1195 lors notamment des contrôles inopinés de 2019 (1 370 mg/Nm³ relevés dans le rapport BV n°354680681.2.R du 12/09/2019) et 2021 (1 488 mg/Nm³ relevés dans le rapport SOCOTEC n°EL7P1/21/612 du 19/07/2021) et des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2020 (2 010 mg/Nm³ relevés dans le rapport BV n°8262682/212R du 05/02/2020) et 2021 (1 182 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11865498-001 du 01/03/2021).

Considérant les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 52 en production 1682 lors notamment des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2018 (780 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE 10436801-001 du 20/08/2018) et de 2020 (708 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11403625-001 du 19/05/2020).

Considérant les résultats des mesures en NOx (oxydes d'azote) en sortie du four 52 en production 55xx lors notamment des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2018 (1 591 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°10651329-001 du 21/01/2019) et de 2019 (1 810 mg/Nm³ relevés dans le rapport APAVE n°11175568-001 du 27/01/2020).

Considérant les résultats des mesures en HF (fluorure d'hydrogène) en sortie du four 3X en production C104 lors des contrôles d'autosurveillance de l'exploitant de 2020 (12,5 mg/Nm³ et 114 g/h relevés dans le rapport APAVE N°11403625-001 du 19/05/2020) et 2021 (7,2 mg/Nm³ et 204 g/h relevés dans le rapport APAVE N°11865498-001 du 01/03/2021).

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SEPR de respecter les prescriptions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté complémentaire du 02 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021, portant notamment sur les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques en oxyde d'azote (NOx) des fours 24 et 52 et en fluorure d'hydrogène (HF) du four 3X.

Considérant que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 10 juin 2021 peuvent porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme.

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La Société Européenne des Produits Réfractaires (SEPR), dont le siège social est situé « Les Miroirs » - 18 avenue d'Alsace – 92 096 LA DÉFENSE CEDEX 30, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation des activités situées sur le territoire de la commune du PONTET, au 2539 route de Sorgues, de se conformer aux dispositions suivantes de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021 suivant les délais indiqués dans le tableau ci-dessous :

Article 3.2.3.1 « Valeurs limites en concentration et flux pour le procédé » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 février 2021					
Polluant	Emissaire	Four	Production	Valeur limite d'émission	Délai imparti
NOx	B41	Four 24 blanc	1195	500 mg/Nm ³	30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité, prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • 30 juin 2022 : 900 mg/Nm³ • 1^{er} janvier 2023 : 700 mg/Nm³ • 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
NOx	E1	Four 52	1682	500 mg/Nm ³	30 juin 2023 Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité, prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • 30 juin 2022 : 600 mg/Nm³ • 1^{er} janvier 2023 : 550 mg/Nm³ • 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
NOx	E1	Four 52	55xx	500 mg/Nm ³	Les échéances intermédiaires suivantes permettent de suivre l'efficacité des actions de mise en conformité prévues par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> • 30 juin 2022 : 600 mg/Nm³ • 1^{er} janvier 2023 : 550 mg/Nm³ • 30 juin 2023 : 500 mg/Nm³
HF	C3B	Four 3X	C104	5 mg/Nm ³ et 5 g/h	31/12/21

ARTICLE 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 3 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire du Pontet, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Avignon, le 01 OCT. 2021

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD